



1.B – La croissance mondiale

1. Définition de la variable

La croissance économique désigne un processus d'augmentation continue du volume de la production de biens et de services. Elle s'accompagne de leur diversification illimitée. Ce processus apparaît comme irréversible et fortement souhaitable, notamment pour créer de l'emploi et assurer des niveaux de vie en progression.

Pourtant, historiquement, une telle évolution de nos sociétés est récente : du Moyen Âge au XVIII^e siècle, l'activité économique est restée lente, au regard de sa progression depuis le début de l'ère industrielle, les choses s'accélérent : le PIB mondial qui avait crû de 0,33 % en moyenne de 1500 à 1820 (selon les estimations très approximatives d'Angus Maddison), connaît un taux d'expansion de 2,17 % entre 1820 et 1992¹.

Dès lors, on peut se demander si un rythme de croissance soutenu est la règle ou l'exception.

2. Déterminants de la variable et indicateurs pertinents pour les décrire

Le Produit Intérieur Brut, ensemble des richesses produites chaque année dans une économie donnée, est égal à la somme de toutes les valeurs ajoutées. Cet indicateur, pivot des comptabilités nationales, fait depuis les années 1970 l'objet de vives critiques : critiques méthodologiques (difficultés de sa mesure), et critiques sur la signification de cet indicateur. En effet, il ne peut prétendre rendre compte du niveau de bien-être d'une nation, ne prend pas en considération l'état de l'environnement ni l'éventail des inégalités sociales².

Cependant, malgré ses imperfections, il reste jusqu'à ce jour dominant pour juger des progrès d'une société et établir des prévisions dans tous les autres domaines.

3. Rétrospective sur les 20 dernières années

Taux de croissance du PIB 1820-1998, moyenne annuelle

	1820-1870	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-1998
France	1,27	1,63	1,15	5,05	2,1
Allemagne	2,01	2,83	0,3	5,68	1,76
Italie	1,24	1,94	1,49	5,64	2,28
Royaume-Uni	2,05	1,90	1,19	2,93	2
Europe occidentale	1,65	2,10	1,19	4,81	2,11
Europe de l'Est	1,36	2,31	1,14	4,86	0,73
Ex-URSS	1,61	2,4	2,15	4,84	-1,15
Etats-Unis	4,20	3,94	2,84	3,93	2,99
Amérique	1,37	3,48	3,43	5,33	3,02

¹ MADDISON Angus. *L'Économie mondiale. Une perspective millénaire*. Paris :OCDE, 2001, 400 p.

² GADREY Jean. « De la croissance au développement. À la recherche d'indicateurs alternatifs ». *Futuribles*, n°281, décembre 2002, pp. 39-71.

latine					
Japon	0,41	2,44	2,21	9,29	2,97
Chine	-0,37	0,56	-0,02	5,02	6,84
Inde	0,38	0,97	0,23	3,54	5,07
Afrique	0,52	1,40	2,69	4,45	2,74
Monde	0,93	2,11	1,85	4,91	3,01

Source : ANGUS Maddison. *L'économie mondiale. Une perspective millénaire*. Paris : OCDE, 2001, 400 p.

L'économiste Angus Maddison divise l'époque capitaliste en cinq phases : la période 1820-1870 est la phase initiale de développement capitaliste, la croissance était lente et limitée aux pays européens et d'immigration européenne. Entre 1870 et 1913, période qualifiée par l'auteur de « vieil ordre libéral », le rythme s'accélère, tout en restant encore modeste. Entre 1913 et 1950, la croissance est restée en deçà de son potentiel du fait des deux guerres mondiales et de l'effondrement consécutif des échanges internationaux et des marchés des capitaux. Les années comprises entre 1950-1973, avec un taux de croissance mondial de 4,91 %, font figure de véritable âge d'or, mais aussi d'exception. L'époque actuelle, depuis 1973, à laquelle l'auteur a donné l'étiquette d'« ordre néolibéral », marque un ralentissement brutal par rapport à l'époque antérieure pour l'ensemble des pays, sauf les pays asiatiques.

Déterminants

- Les acteurs

Trois acteurs d'influence : les États, les consommateurs, les entrepreneurs.

Les États ont joué dans ces évolutions des rôles majeurs : en période de paix, par l'environnement fourni aux échanges, au système productif, au cadre social. En période de conflit, par l'impact même de ces conflits sur la croissance (au départ négatif, sauf dans les phases ultérieures de reconstitution de capital détruit).

Les consommateurs, par leur impact sur l'évolution des marchés.

Les entrepreneurs enfin, par la mise en œuvre d'offres efficaces, et de ce que Schumpeter a nommé un processus de destruction créatrice, fondé sur l'innovation, et la recherche de gains de productivité.

- Les facteurs

De nombreux facteurs concourent à la stimulation de la croissance, il semble impossible d'en isoler un. On cite en particulier :

- le facteur travail (niveau de formation et de qualification de la population active, taux d'activité (notamment aux extrémités de la vie active) ;
- le taux d'épargne et d'investissement ;
- la productivité du capital et du travail (responsable, selon la Banque mondiale³, de plus de 40 % de l'accroissement du PIB dans les pays développés) ;
- La stabilité du cadre institutionnel, le rôle de la politique économique (voir plus loin et la fiche mondialisation) ;
- l'investissement dans la R & D, les incitations à l'innovation et à la création d'entreprise ;
- le progrès technique : pour l'économiste Joseph Schumpeter, les « grappes d'innovation » sont à l'origine de phases d'expansion d'une durée de 20-25 ans des cycles économiques. Le premier cycle

³ LAMBLIN Véronique. « Les perspectives économiques de la Banque mondiale ». *Futuribles*, n°289, septembre 2003, pp. 93-97.

(1787-1840) serait dû à l'utilisation de la vapeur, le deuxième (1843-1897) au rail, et le troisième (1898-1939) au développement des industries automobiles, chimiques et électriques⁴.

Mais les économistes s'affrontent encore sur l'impact de certains facteurs, de même que sur l'inflexion à donner à la politique économique⁵ :

- le rôle des NTIC (Michel Godet), et plus généralement de la technologie, est remis en cause par certains économistes (Roger Boyer s'élève contre le « déterminisme technologique »)⁶. Ils ajoutent en général que ce ne sont pas les technologies elles-mêmes qui comptent mais la façon dont elles transforment l'organisation de la production⁷.

- Pour certains économistes (ceux de tradition libérale ou « néoclassique »), un faible coût du travail (salaires et charges sociales), un marché du travail souple et réactif, un droit du travail non contraignant (facilité de licenciements, recours au travail temporaire et aux CDD), sont des conditions essentielles à la croissance. Pour les autres (les « keynésiens »), au contraire, il est impératif d'avoir un environnement social rassurant et de favoriser le pouvoir d'achat des ménages. Les mesures libérales citées précédemment, en aggravant le chômage et en créant une « insécurité économique » pour les salariés, handicapent la consommation et donc la reprise, selon eux.

- le rôle de la démographie divise également : pour Michel Godet, à la suite d'Alfred Sauvy, si les Trente Glorieuses et le baby boom sont allés de pair, ce n'est pas un hasard. Les flux migratoires aux États-Unis expliqueraient de même le différentiel de croissance entre ce pays et les pays européens dans la période récente⁸. Mais cette corrélation ne fait pas l'unanimité⁹.

4. Prospective : hypothèses d'évolution sur les 20 prochaines années

Les prévisions de croissance à long terme sont rares, car très délicates, quand on sait que celles qui sont réalisées à l'horizon d'un ou deux ans sont modifiées, et souvent substantiellement, d'un trimestre à l'autre. Pour généraliser, trois hypothèses sont envisageables pour la France ou l'Europe :

H1 : Croissance continue : les plus optimistes pensent que depuis 1997 nous sommes à l'aube d'une période de prospérité (croissance continue de 3 % par an), semblable à celle connue par les États-Unis dans les années 1990, mue par l'essor des Technologies de l'Information et la communication ne nécessitant plus d'énergie physique ; le ralentissement récent étant lié à l'éclatement de la bulle financière associée à la net-économie et ne serait qu'un incident de parcours.

À l'appui de cette thèse, figure la rupture de pente aux États Unis des gains de productivité, qui n'a pas été affectée par l'éclatement de la bulle Internet, passant de 1,42 % par an de 1973 à mars 1996, à 2,76 % par an de mars 1996 à août 2003, avec de très faibles variations de pente durant cette dernière période¹⁰ (annexe 3)

⁴ BOSSERELLE Éric. « Le cycle Kondratieff : mythe ou réalité ? ». *Futuribles*, n°267, septembre 2001, pp. 63-78.

⁵ DIDIER Michel. *Des idées pour la croissance*. Paris : Rexecode, Economica, 2003, 312 p.

⁶ BOYER Roger. *La croissance début de siècle. De l'octet au gène*. Paris : Albin Michel, 2002, 233 p.

GODET Michel. « Nouvelle croissance ou vieilles lunes ? ». *Futuribles*, n°257, octobre 2000, pp. 67-81.

⁷ COLLECTIF. « Les technologies de l'information et de la communication en France : diffusion et contribution à la croissance ». *Économie et Statistiques (INSEE)*, n° 339-340, mars 2001.

⁸ GODET Michel (op. cit.)

⁹ CONSEIL D'ANALYSE ÉCONOMIQUE / AGLIETTA Michel / BLANCHET Didier / HÉRAN François. *Démographie et économie*. Paris : La documentation Française, 2002, 343 p.

¹⁰ Institute for international economics, Harvard, 9/9/2003.

H2 : Faible croissance : les plus pessimistes estiment que la tendance de fond se poursuit et que la croissance en Europe reste en moyenne assez faible (< 2 %/an). Le vieillissement de la population, la lenteur ou l'absence de construction d'une Europe industrielle et commerciale, la faiblesse de l'effort relatif de R & D sont parmi les facteurs qui font penser que les conditions d'une croissance durable ne sont pas réunies.

Le CEPII envisage pour la France une croissance comprise entre 1,45 % et 1,9 % pour la période 2010-2030, l'OCDE prévoit 2,1 % en moyenne entre 2005 et 2008, les prévisions de l'OFCE sont comprises entre 1,8 % et 2,3 % de 2003 à 2007, enfin, la Direction de la prévision du Ministère de l'Économie et des Finances s'attend à une inflexion de la croissance française à partir de 2010 et à un rythme de 1,3 à 1,5 % jusqu'en 2040¹¹.

L'école de la régulation (Régis Boyer) dénonce le mythe de la « nouvelle économie » présenté par l'hypothèse H1 et estime que, sur très longue période, la tendance antérieure se maintiendra.

La thèse de Michel Godet, pour qui le vieillissement des pays industrialisés devrait se traduire par « une croissance molle et fluctuante », va également dans ce sens.

H3 : Stop & Go : Dans cette hypothèse, les périodes d'embellie de 2 ou 3 ans conduisent à des périodes de reflux économique suivies de reprises. C'est la tendance observée en France depuis le début des années 1970.

Auteur : FutuRIS

Nota : la variable décrite dans cette fiche était référencée « C-3 » lors de la consultation de juillet-août 2003.

¹¹ LAISNEY Céline. « Les prévisions de croissance économique. Rétrospective et perspectives de la croissance économique » Futuribles, n°289, septembre 2003, pp. 89-93.

CROISSANCE ANNEXE 1

Hypothèses de croissance économique de l'IFRI

Croissance annuelle en %

Période	Alena		Mercosur élargi		UE30		OPEP hors Indonésie		ASEAN		Japon Corée du Sud		Asie du Sud		Tiers Méditerranée		Grande Chine		Pays ACP		Ex URSS CEI		Australie Nvelle Zélande	
	2000-2020	2020-2050	2000-2020	2020-2050	2000-2020	2020-2050	2000-2020	2020-2050	2000-2020	2020-2050	2000-2020	2020-2050	2000-2020	2020-2050	2000-2020	2020-2050	2000-2020	2020-2050	2000-2020	2020-2050	2000-2020	2020-2050	2000-2020	2020-2050
Scénario de référence	3	2,3	3,5	3,5	2,3	1,1	1,2	2,5	4,1	2,9	2,1	1,1	4,9	3,7	4,3	3,6	5,2	2,6	2,1	2,9	1,5	2,7	2,7	2,2
Hypothèse haute			4,5	4	2,8	3			5,1	3,4			6,9	3,7	7,1	4,1					5	2,7		

Source :

COLOMBANI Philippe (sous la dir. de). *Le Commerce mondial au XXI^e siècle*. Paris : IFRI (Institut français des relations internationales), 2003, 376 p.

CROISSANCE ANNEXE 2

Les perspectives économiques long terme de la Banque Mondiale.

La prévision long-terme de la croissance du PIB produite par la Banque Mondiale repose sur trois facteurs d'évolution : la population active, le taux d'épargne et d'investissement, et la productivité. Dans le *Global Economic Prospects 2003*, paru en décembre 2002, l'évolution de ces facteurs est argumentée de la façon suivante :

La population active

Dans tous les pays la croissance de la population active devrait ralentir à horizon 2015. Le groupe des pays riches et celui des pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale verraient leur population active diminuer en valeur absolue. La croissance de la population active de l'Asie orientale serait divisée par deux, à 0,7 % par an, en fin de période. Cela signifie que pour atteindre la même croissance économique par habitant qu'avant, une accélération des investissements, une meilleure productivité ou une combinaison des deux sera nécessaire pour contrebalancer la moindre croissance de la population active.

Taux d'épargne et d'investissement

Dans les pays en développement, l'accélération de la croissance coïnciderait avec une augmentation des ratios d'investissements. Les taux d'épargne devraient aussi augmenter en raison de la baisse relative du nombre de jeunes et du besoin des adultes d'épargner pour leurs retraites. Les tendances sont à l'opposé dans les pays industrialisés où le vieillissement réduirait les taux d'épargne et où le ralentissement de la croissance démographique contiendrait les taux d'investissement.

La productivité (capital et travail)

Des études récentes¹² indiquent que la productivité totale est responsable de plus de 40 % de l'accroissement du PIB pour la plupart des pays développés, et de 30 % et moins pour les pays en voie de développement. Selon la Banque Mondiale, les pays riches devraient, à horizon 2015, améliorer leur productivité par un usage accru des technologies de l'information. Par région, les facteurs d'amélioration de la productivité développés dans le « Global Economic Prospect 2003 » pour prévoir la croissance à long terme sont les suivants :

- L'Europe bénéficierait de la monnaie unique et d'une plus grande mobilité des capitaux et du travail.
- Le Japon, dont les problèmes du secteur financier obèrent le court terme, montre une évolution dans le secteur des services qui pourrait porter les gains de productivité à plus long terme.
- Parmi les pays en développement, l'accélération de la productivité la plus importante depuis 20 ans est celle de l'Asie Orientale. Cependant alors que l'écart technologique se réduit avec les pays industrialisés, le potentiel de croissance importante de la productivité par le rattrapage technologique diminue.
- L'Europe orientale et l'Asie centrale devraient profiter des réformes engagées dans les années 1990, accélérées pour une part d'entre eux par le processus d'intégration européenne, ainsi que d'un flux important d'investissements étrangers.
- Pour l'Amérique latine, les réformes structurelles et les politiques de stabilisation macroéconomique ont permis une accélération de la croissance dans les années 1990, ces tendances devraient continuer avec des investissements accrus dans les infrastructures et l'éducation et une plus grande ouverture des marchés commerciaux.
- En Afrique sub-saharienne ce serait d'avantage les réformes structurelles et la libéralisation des marchés, plutôt que l'accroissement des prix des matières premières, qui accroîtrait la compétitivité des exportations plus diversifiées. La résolution des conflits civils fournirait un environnement favorable à une croissance soutenue.

¹² Easterly William, Ross Levine. « It's Not Factor Accumulation : Stylized Facts and Growth Models. » The World Bank Economic Review 15: 177-219. 2001.

- La croissance des pays du Moyen-Orient, de l'Asie du sud et de l'Afrique du nord est anticipée par l'abolition progressive des barrières douanières qui entraînerait des gains d'efficacité par la mise en concurrence des secteurs productifs.

La prévision prend en compte que toutes les régions du monde verront une accélération du progrès technologique.

Les prévisions de PIB à moyen et long terme de la banque mondiale :

PIB par tête % moyen de changement	Années 80	Années 90	Prévision 2001-2005	Prévision 2006-2015	Référence PIB en 2001 (milliards de dollars courants)
Monde	1.3	1.2	1.1	2.1	30790
Pays industrialisés	2.5	1.8	1.5	2.4	24088
Pays de l'OCDE	2.5	1.8	1.5	2.4	
États-Unis	2.2	2.2	1.6	2.4	10082
Japon	3.5	1.2	0.4	2.0	4166
Union européenne	2.1	1.7	1.9	2.4	6090
Pays hors OCDE	3.3	3.6	1.7	3.3	
Pays en développement	0.7	1.6	2.4	3.5	5938
Asie de l'Est et Pacifique	5.6	6.4	5.1	5.4	1573
Europe et Asie centrale	0.7	- 1.9	3.3	3.4	977
Amérique latine et Caraïbes	- 0.9	1.6	0.3	2.6	1882
Moyen-Orient et Afrique du Nord	- 0.6	1.0	1.3	1.3	568
Asie du Sud	3.4	3.3	3.5	4.0	632
Afrique sub- saharienne	- 1.2	- 0.4	0.8	1.6	306

Source : Banque mondiale. *Global Economic Prospect and the Developing Countries 2003*. Washington : 2003.

Il convient cependant de ne pas prendre les chiffres de croissance du PIB trop à la lettre. En effet le calcul de la croissance passée de la zone Euro, à titre d'exemple, varie pour l'année 2001 de 1,4 à 1,6 % selon les sources (Rexecode, OCDE, FMI...) publiées au second semestre 2002. La marge d'incertitude sur l'évaluation d'un PIB passé est de 10 à 15 %¹³. La marge d'erreur est forcément bien plus grande quand il s'agit de prévisions. La croissance prévisionnelle du PIB pour l'année suivante peut d'ailleurs varier du simple au double selon la source et la conjoncture du mois où la prévision est réalisée.

Source : LAMBLIN Véronique. « Les perspectives économiques de la Banque mondiale ». *Futuribles*, n°289, septembre 2003, pp. 93-97.

¹³ Gadrey Jean « A bas la dictature du PIB ! ». *Le Monde*, 23 janvier 2002.

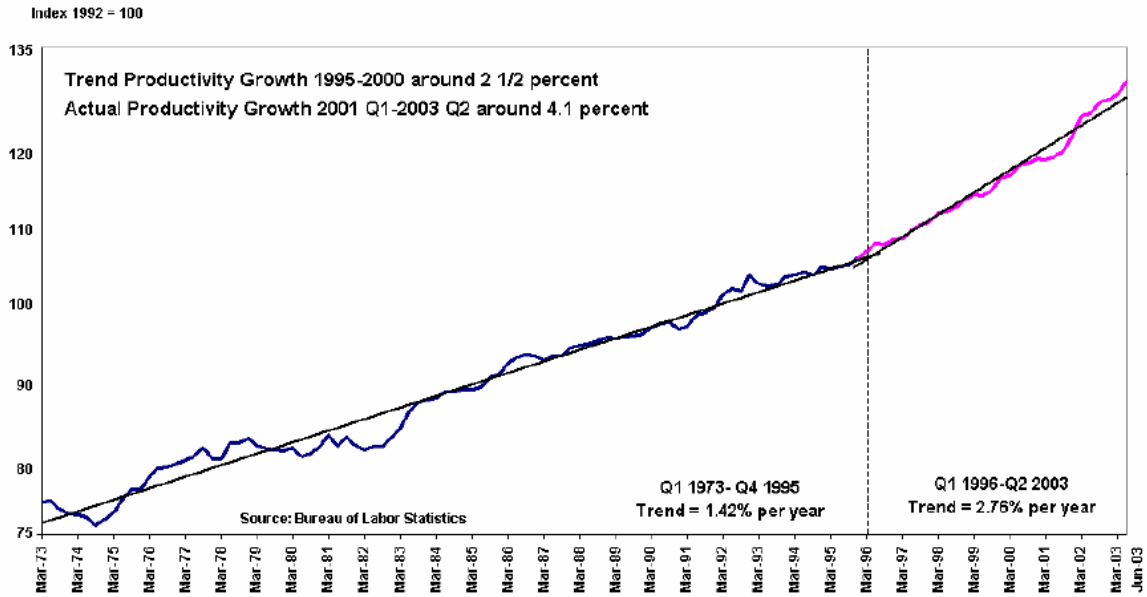
CROISSANCE ANNEXE 3

La productivité horaire aux Etats-Unis¹⁴

Productivity Has Been Rapid Since 1995. The Most Recent Data Suggests a Possible Acceleration in the Past Two Years



Output Per Hour, Nonfarm Business



¹⁴ Source idem 10